

# CONSEIL MUNICIPAL du 4 septembre 2025

Convocation du 27 août 2025

Conseillers en exercice : 11

Présents : 07

Votants : 08

**Étaient présents:** Mme Carole THOUESNY (Présidente de séance)

Mmes Valérie BEAUSEIGNEUR – Corinne HOEFFEL - Pascale PION

MM. Daniel BERTHAUD - Gérard BOICHOT (secrétaire de séance)-  
Olivier CARREY

**Procuration :** Myriam PETITHORY à Daniel BERTHAUD

-----

Procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 2025 :

Le Procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 2025 est approuvé à l'unanimité.

**SYDED**

- Enfouissement des réseaux secs rue de Beaucourt Tr1 et 2.

Madame le Maire rappelle la délibération n° 37 du 10 juillet 2024 concernant la réalisation d'un programme d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'électricité d'éclairage public et de génie civil de télécommunication existants, la maîtrise d'ouvrage du SYDED, rue de Beaucourt- Tr-1.

Après étude du périmètre et pour permettre une continuité de l'enfouissement des réseaux rue de Beaucourt / rue Centrale, les élus ont décidé de réaliser également la tranche 2 rue qui s'étend de la rue de la source jusqu'à la Bergerie située au 24 rue Centrale.

L'estimation sommaire du coût global de l'opération passe ainsi de 563 200 euros TTC à 793 600.00 euros TTC. Les coûts inhérents à chaque catégorie de travaux, ainsi que les participations financières sont précisés dans l'annexe financière prévisionnelle de la convention financière jointe.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des votants,

- 1) **ANNULE** et remplace la délibération du 10 juillet 2024
- 2) **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires au budget primitif de la collectivité ;
- 3) **Demande au SYDED** d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux définis ci-dessus ;
- 4) **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage jointe relative aux travaux d'éclairage public et de génie civil de télécommunication
- 5) **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention financière jointe relative à l'ensemble des travaux, ainsi que l'annexe « prévisionnelle » et à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de cette opération.

Madame le Maire précise que le montant de la part communal s'élève à 452 600.00 euros. Gérard BOICHOT précise que le but de cette extension de périmètre est d'être cohérent avec l'existant et les travaux réalisés plus haut. Ainsi, l'enfouissement des réseaux est continu depuis le centre du village jusqu'à l'école.

Les deux chantiers (enfouissement des réseaux et travaux de sécurisation) vont coexister.

**DCM n°27**

**SYDED :**  
**Enfouissement des**  
**réseaux d'électricité,**  
**d'éclairage public et**  
**génie civil de**  
**télécommunication**  
**Rue de Beaucourt Tr**  
**1 et 2. Annule et**  
**remplace**

**Transmise le**  
**05.09.2025**

**Publiée le**  
**05.09.2025**

## URBANISME

### - Arrêt de l'étude de reconversion de la friche Ets MIGNEREY

Deux phases d'étude étaient prévues : d'opportunité et de faisabilité.

Suite à la phase d'opportunité, il est apparu que les coûts avancés de cette opération sont extrêmement élevés (+ d'un million d'euros) avec une aide de l'état très incertaine à l'heure actuelle)

Madame le Maire rappelle au conseil Municipal :

- la délibération n° 30 du 4 juin 2024 qui approuve la convention opérationnelle établie par l'Établissement Public Foncier Doubs BFC définissant les conditions de portage de l'opération intitulée « requalification friche industrielle ETS MIGNEREY ».

- la délibération n° 38 du 4 juin 2024 par laquelle le conseil Municipal décide de réaliser une étude sur la reconversion de la friche des Ets MIGNEREY et demande une subvention d'État au titre du fonds vert – ingénierie

Le conseil municipal :

- considérant les incertitudes sur le marché et sur les subventions allouées
- considérant le prix d'acquisition élevé et le coût important de la dépollution,
- bien que le site reste intéressant de par sa localisation et qu'il soit identifié en tant que dent creuse,

décide à l'unanimité des voix de ne pas enclencher l'étude de faisabilité, de clôturer le dossier et donc de ne pas donner suite au projet.

### - PLU modification simplifiée n°2 du PLU : modalités de mise à disposition du public

Madame le Maire rappelle que le PLU a été approuvé par délibération du conseil municipal le 16 novembre 2020.

Il a ensuite évolué à une seule reprise, par modification simplifiée n°1, approuvée par délibération du 12 avril 2022, à la suite d'un recours contentieux constatant la délimitation par le règlement de l'Emplacement Réservé (ER) n°7 sur un terrain privé.

La commune a donc pris la décision de procéder à une évolution de son PLU pour régler ce contentieux.

Deux évolutions ponctuelles ont également été apportées au règlement :

Une évolution concernant la hauteur des clôtures autorisées en bordure de voie, passant de 1,5 à 1,8 mètres ;

Le renforcement de l'interdiction des mouvements de terrains (déblais, remblais).

Madame le Maire rappelle que la municipalité souhaite engager une nouvelle évolution du PLU en vue :

D'assouplir les limitations imposées aux annexes. En effet, la commune a constaté des difficultés dans l'instruction de permis de construire portant sur des annexes situées dans des parcelles de taille importante ;

Sur les conseils du service d'Application du Droit des Sols (ADS) de Pays de Montbéliard Agglomération, de préciser les conditions d'autorisation et d'interdiction des mouvements de terrains (déblais-remblais) de manière à limiter l'impact que ces travaux puissent avoir sur les terrains voisins (notamment en matière d'écoulement d'eau et de visibilité) et d'en faciliter l'instruction ;

D'éviter la prolifération des moustiques tigres dans les zones résidentielles de la commune en limitant et en encadrant la création de toits plats et toits-terrasses. En effet, ces derniers sont propices à l'accumulation d'eaux stagnantes, dans lesquelles pond cette espèce invasive et vectrice de maladies.

**DCM n°28**  
**Arrêt de l'étude de**  
**reconversion de la**  
**friche Ets**  
**MIGNEREY**

**Transmise**  
**le 05.09.2025**

**Publiée le**  
**05.09.2025**

**DCM n°29**  
**PLU : modification**  
**simplifiée n° 2**  
**Modalités de mise à**  
**disposition du public**

**Transmise**  
**le 05.09.2025**

**Publiée le**  
**05.09.2025**

Après avoir échangé avec les services de l'Etat, Madame le Maire mentionne que cette évolution rentre dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée (L. 153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme).

Celle-ci prévoit que le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont mis à disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition (article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme).

Ainsi, pour que chacun puisse prendre connaissance du projet de modification et éventuellement exposer ses remarques, il est proposé de mettre à disposition en mairie : le projet de modification pendant un mois du 2 octobre 2025 au 3 novembre 2025 aux heures d'ouverture habituelles de la mairie soit, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures 30, un registre de consultation publique pour consigner les remarques.

Ce dossier sera, en outre, notifié aux personnes publiques associées qui pourront formuler leur avis.

A l'issue de la mise à disposition, le bilan en sera présenté au conseil municipal. Il délibérera et adoptera par délibération motivée le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public (L. 153-47 du Code de l'Urbanisme).

L'exposé du maire entendu, le conseil Municipal approuve à l'unanimité des votants les modalités de mise à disposition du public citées ci-dessus.

- Vergers Vivants – avenant à la convention de gestion

Dans le cadre de son projet de développer des vergers communaux, la commune a acquit des terrains vers le cimetière. L'association Vergers vivants doit chiffrer et monter un dossier pour obtenir des subventions pour l'implantation d'arbres fruitiers. Madame le Maire propose d'ajouter une parcelle communale située à proximité de l'école.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la convention de gestion proposée par l'association Vergers Vivants, dans le cadre de la mise en œuvre du programme dénommé « Action Vergers » mise en œuvre par le conseil de communauté de Pays de Montbéliard Agglomération, dont les objectifs sont la préservation et la valorisation du patrimoine rural et des paysages de l'espace périurbain et rural de l'agglomération.

La convention établit les règles de gestion qui seront mises en œuvre par Vergers Vivants et qui devront permettre à l'association de connaître préserver entretenir valoriser et développer le patrimoine fruitier de la commune. La commune confie une partie de la gestion de son verger à l'association.

La convention s'applique aux parcelles suivantes :

parcelles		Lieu-dit	Surface à acquérir ( en ares)	Zonage PLU
Section	N°			
B	829	Au Chenêt	4.33	A
B	830	Combe Pile	15.11	A
C	455	Chefpile	8.50	A
C	456	Chefpile	8.45	A
C	107	Au reburon	64.31	A
C	620	Les Fiottes	55.74	A
TOTAL			156.44	

**DCM n°30**  
**Vergers Vivants**  
**Avenant à la**  
**convention de**  
**gestion**

**Transmise**  
**le 05.09.2025**

**Publiée le**  
**05.09.2025**

Il est proposé au conseil municipal d'ajouter les parcelles suivantes :

parcelles		Lieu-dit	Surface à acquérir ( en ares)	Zonage PLU
Section	N°			
C	461	Au Courtot	9.50	A
C	463	Au Courtot	9.25	A
C	465	Au Courtot	6.70	A
C	466	Au Courtot	10.66	A
C	467	Au Courtot	16.08	A
A	1076	Rouge Terre	6.80	A
TOTAL			58.99	

La superficie totale des parcelles s'élève ainsi à 214 ares 43

L'exposé du Maire entendu, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants :

- approuve les termes de l'avenant à la convention présentée
- autorise le Maire à signer tous documents nécessaires à sa mise en œuvre

- Information des décisions prises par le Maire de ne pas faire usage du droit de préemption sur les biens suivants :

- 32bis rue de Beaucourt      PEREZ
- 21 rue des Marronniers      UETWILLER
- 8 Chemin de Rouge Terre      Consorts PEREZ
- 1 Rue du Chêne      SAS MDB VINCE

#### **ECOLE - PÉRISCOLAIRE**

- La rentrée s'est bien passée au périscolaire et à l'école. Au niveau du personnel communal, les effectifs sont au complets.

Les travaux de réfection de la toiture du préau ont été terminés à temps.

Le cinéma plein air a été annulé pour cause de conditions météorologiques incertaines.

La peinture du conteneur a été réalisée par les enfants pendant le centre de Loisirs de juillet. Cependant la météo n'a pas permis aux enfants de terminer.

Au niveau de l'école, les effectifs stagnent mais ne permettent pas d'écarter la possibilité d'une fermeture de classe pour les rentrées futures.

Une nouvelle directrice est en fonction depuis la rentrée de septembre.

A noter que cette année, le nombre des instituteurs qui interviennent à l'école est élevé (certains font un ¼ temps ou ½ temps). Situation qui serait voulue par l'académie.

Séance levée à 18 heures 40.